La lettre

de l'UD CGT de l'Ardèche — Publication bi-hebdomadaire — N° 2 – MARS 2025

https://udcgt07.wordpress.com/

Vous trouverez les documents mentionnés en annexe.

Numéro de mars d'Unir & Agir de mars est aussi disponible au format numérique !
https://udcgt07.wordpress.com/publications-2025/

Local :

- **Tract unitaire solidarité Palestine Aubenas**
- **Semaine de lutte contre le racisme systémique 18-27 mars – Privas**
  https://udcgt07.wordpress.com/2025/03/03/semaine-de-lutte-contre-le-racisme-systemique-18-27-mars-privas/
- **Le 20 mars 2025 LES RETRAITÉ·ES SE MOBILISENT POUR RECONQUÉRIR LA SÉCURITÉ SOCIALE**
  https://udcgt07.wordpress.com/2025/02/26/le-20-mars-2025-les-retraite%c2%b7es-se-mobilisent-pour-reconquerir-la-securite-sociale/
- **Manifestation contre le Racisme et le Fascisme le 22 mars Aubenas.**
  https://udcgt07.wordpress.com/actualites/
- **Grève à la Sictoba - Communiqué du syndicat CGT Basse Ardèche**
  https://udcgt07.wordpress.com/2025/03/12/greve-a-la-sictoba-communique-cgt-basse-ardeche/
- **Communiqué de l'UD CGT 07 : NON A LA GUERRE, NON AU BUDGET DE GUERRE !**
  https://udcgt07.wordpress.com/2025/03/13/communique-de-lud-cgt-07-non-a-la-guerre-non-au-budget-de-guerre/

Dates à retenir :

- **Congrès de l'UL CGT Aubenas le 20 mars**
- **Congrès de l'UL CGT Annonay le 11 avril**
- **Conférence Régionale à Mably le 9 et 10 avril**

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

National :

Tracts et Communiqués de presse :

- **22 mars contre le racisme :** L'appel interorga.
- **CNDPJDI :** L'appel interorga.
- **Déclaration de la CGT - Plan National d'Adaptation au Changement Climatique**
  https://www.cgt.fr/actualites/environnement-climat/plan-national-dadaptation-au-changement-climatique-un-renoncement-assume-la-lutte-contre-le
- **8 mars : L'égalité salariale est une urgence !**
  https://www.cgt.fr/comm-de-presse/le-8-mars-legalite-salariale-est-une-urgence
- **UCR Communiqué - Des pensions pas des canons !**
  https://union-confederale-retraites.cgt.fr/communique-de-presse-de-lucr-des-pensions-pas-des-canons
- **Déclaration - Concertation retraites : pour financer l'abrogation il faut réaliser l'égalité salariale !**
  https://www.cgt.fr/actualites/retraites/concertation-retraites-pour-financer-labrogation-il-faut-realiser-legalite-salariale

- 📣 **Campagne retraite 2025**
  - Conférence retraites 2025 : le décryptage complet https://www.cgt.fr/retraites2025
  - Tract « gagnons l'abrogation » https://www.cgt.fr/tractretraites2025
  - Tract « Emploi, salaire, retraite : gagnons l'égalité »
    https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/retraites/tract8mars
- Support de présentation des enjeux de la mobilisation 2025
- Lien vers la présentation en PPT ici.
- Lien vers la présentation en PDF ici.
- Le script du webinaire version courte.
- Tract « gagnons l'abrogation » https://www.cgt.fr/tractretraites2025

Rappel des formations syndicales à venir :

- **Découvrir le syndicalisme retraité -** le 25 et 26 mars à Privas
- **Porteur de parole -** le 17 er 18 avril à Le Teil
- **Conseiller du salarié présentation du mandat -** le 29 avril à Privas
- **SSCT –** du 31 mars au 4 avril à Privas
- **Agir contre les VSS -** du 21 au 23 mai à Privas
- **Participer à la vie de la CGT (mod2) -** du 21 au 23 mai à Privas

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

International

- **Evénement Intersyndical USA**

  « Réunion publique intersyndicale avec Marsha Niemeijer, organisatrice syndicale dans le secteur de l'éducation. Elle est aussi membre de la direction nationale de Labor Notes depuis 25 ans.
  Et Michelle Gonzalez, infirmière à New York, dans un hôpital du Bronx. Représentante syndicale, elle y a notamment animé une grève victorieuse début 2024 qui s'est ensuite propagée à d'autres hôpitaux. »
  Les conférences seront rediffusées sur les réseaux sociaux et YouTube.

- **Déclaration CGT - Face à l'internationale d'extrême droite, l'urgence est de renforcer nos démocraties pour défendre une paix juste et durable**
  https://www.cgt.fr/actualites/international/mobilisation/face-linternationale-dextreme-droite-lurgence-est-de-renforcer-nos-democraties-pour-defendre-une

Mobilisations :

Mobilisations de soutien au peuple Palestinien en Ardèche et à proximité :

Tous les vendredis :
- **Privas** – 17H 30 – Esplanade Amedé Imbert

Tous les samedis :
- **Aubenas** – 11h – Agora

Mobilisation contre le racisme et le fascisme mobilisation le 22 mars :

- **Aubenas – manifestation** – 14H 30 – Agora
- **Privas** – semaine contre le racisme systémique du 18 mars au 27 mars (voir le programme en annexe).

Mobilisation régionale des ratraités à Lyon le le 20 mars départ en bus sont organisés :

- **Aubenas** - 9h 30 – Ancienne gare
- **Le Teil** - 10h 20 – Marie Blachère
- **Loriol** – 11h – parking de covoiturage
- **Péage de Tain** – 11h30
- **Péage de Chanas** – 11h50
- **Annonay** – un bus a aussi été affrété et fera le trajet

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Tract unitaire solidarité Palestine Aubenas

GÉNOCIDE DU PEUPLE PALESTINIEN
Occupation israélienne - Expansion des colonies israéliennes
Inaction de longue date de la communauté internationale

Ce que montre le film palestino-israélien “NO OTHER LAND“ qui a reçu l’Oscar du meilleur film documentaire.

Le film “No other land“, qui relate la violence des colons et les démolitions par Israël de maisons palestiniennes en Cisjordanie occupée, a reçu, le 2 mars 2025, la récompense du meilleur documentaire lors de la cérémonie des Oscars à Los Angelès.

« Il ya deux mois je suis devenu père, et j’espère que ma fille ne vivra pas la même vie que moi, à craindre la violence des colons, les démolitions et les déplacements forcés que ma communauté, Masafer Yatta, subit tous les jours sous l’occupation israélienne. “No other land“ reflète la dure réalité que nous subissons depuis des décennies et face à laquelle nous résistons, tandis que nous appelons à la fin la guerre, à la fin des injustices, à la fin du nettoyage ethnique des Palestiniens. »

C’est avec ces mots que Basel Adra a reçu hier l’oscar du meilleur documentaire pour son film “No other land“, qui fait le récit de la rencontre entre Basel lui-même, avocat et réalisateur qui documente l’occupation et la destruction de son propre village en Cisjordanie, et le journaliste israélien Yuval, qui tente de le soutenir dans son combat. Entre méfiance, colère et camaraderie naît une alliance impossible et un film déchirant, qui ouvre à la fois blessures et dialogue. Le film, sorti en salle en France en novembre dernier, avait été célébré dans de nombreux festivals et reçu le prix du meilleur documentaire à la Berlinale de 2024.

Après le discours de Basel Adra, son co-réalisateur Yuval Abraham prend la parole : *« Quand je regarde Basel, je vois mon frère, mais nous ne sommes pas égaux. Nous vivons dans un régime où je suis libre, sous des lois civiles, et Basel est sous des lois militaires qui détruisent sa vie et qu’il ne peut pas contrôler. Il y a un autre chemin, une solution politique sans suprématie ethnique, avec des droits nationaux pour nos deux peuples. Et je dois dire, puisque je suis ici, que les politiques étrangères de ce pays participent au blocage de ce chemin. Ne voyez-vous pas que nous sommes mêlés ? Que mon peuple ne peut être en sécurité que si le peuple de Basel est libre et en sécurité ? Il y a un autre chemin. C’est le seul chemin. »*

Cette nouvelle récompense intervient dans un contexte nouveau, alors que le village où se situe le film est sous le coup de violentes attaques israéliennes, et sous la menace d’un déplacements forcé de population sans précédent, dans le cadre de l’intensification des opérations militaires israéliennes en Cisjordanie. Amnesty International publiait la semaine dernière un communiqué appelant la communauté internationale à faire cesser l’impunité d’Israël :
« L’impunité bien ancrée pour les violences commises par des colons et l’inaction de longue date de la communauté internationale s’agissant de stopper l’expansion des colonies israéliennes illégales ou de mettre fin à l’occupation israélienne facilitent le transfert illégal de villageois·e·s palestiniens, ce qui constitue un crime de guerre. Au lieu de continuer de permettre l’accaparement des terres par Israël, ce qui a des conséquences dévastatrices pour les Palestinien·ne·s, les dirigeant·e·s du monde doivent faire pression sur Israël pour qu’il mette fin à l’occupation illégale et démantèle le système d’apartheid à leur encontre », a déclaré Erika Guevara Rosas, directrice générale des recherches, du travail de plaidoyer, des politiques et des campagnes à Amnesty International.

Agence Média Palestine, 3 mars 2025
https://agencemediapalestine.fr

➤ GAZA : APPEL AUX DONS sur le site de l'AFPS : https://www.france-palestine.org/

RASSEMBLEMENT Agora - AUBENAS
TOUS LES SAMEDIS MATIN à 11h

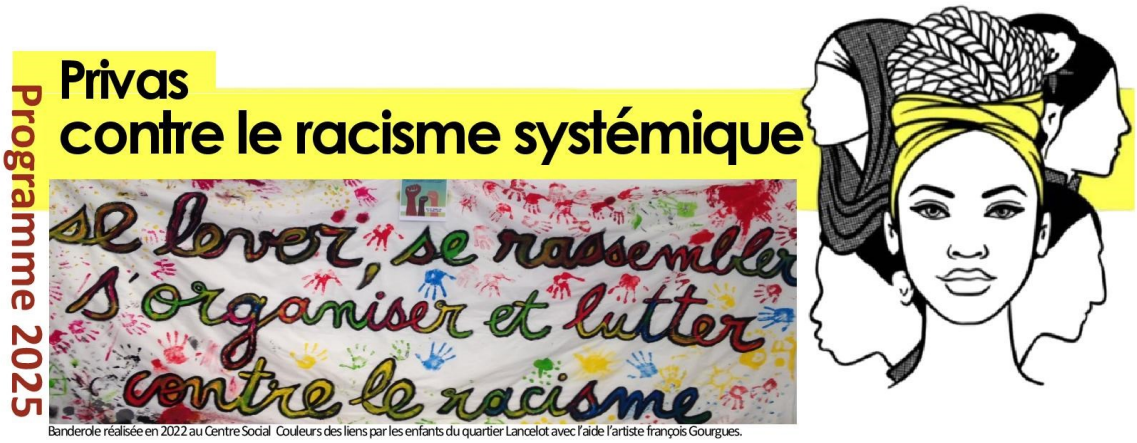
RASSEMBLEMENT À L’APPEL DE : AFPS 07/26, Collectif féministe du 8 mars d'Aubenas, Libre Pensée 07/26, MRAP 07, UD CGT 07, UL CFDT Aubenas, CNT Interpro 07, Confédération paysanne 07, FNEC FP FO 07, FSU 07, LDC Lutte de Classes Éducation, Union syndicale solidaires 07/26, ENSEMBLE ! 07, LFI Sud 07, NPA 07/26, PCF 07, Parti de Gauche 07, Partit occitan 07, POI 07, PS 07

Ne pas jeter sur la voie publique *Collectif Solidarité Palestine de l'Ardèche méridionale* *colsolpal07sud@gmail.com* *I.P.N.S.*

Union Départementale des Syndicats CGT de l’Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Semaine de lutte contre le racisme systémique 18-27 mars – Privas



Banderole réalisée en 2022 au Centre Social Couleurs des liens par les enfants du quartier Lancelot avec l'aide l'artiste françois Gourgues.

Le 21 mars a été proclamé « Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale » en 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour la quatrième année à Privas, un collectif d'associations, de fédérations et d'acteurs socio-culturels du territoire se mobilise pour organiser des évènements à cette occasion, dans un contexte ou la tolérance, le vivre-ensemble et la solidarité doivent être défendus avec force contre des extrême-droites qui n'en finissent plus de se décomplexer et un arsenal législatif contre les étrangers toujours plus répressif.

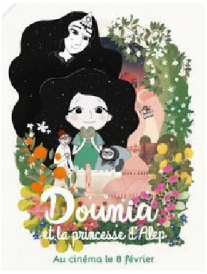
Mardi 18 mars - Cinéma Le Vivarais

1 cr du Temple

20h00 - Projection tout public : Les Barbares

Comédie accessible à tous (avec possibilité de séances en journée pour collèges et lycées professionnels).

En Bretagne, à Paimpont, le conseil municipal a voté en faveur de l'accueil d'une famille de réfugiés ukrainiens, mais ce sont finalement des Syriens qui débarquent… Film choral sur fond de déchirements entre ceux qui veulent tendre la main et ceux qui préfèrent fermer la porte.



Projection scolaire : Dounia et la princesse d'Alep

Dounia, 6 ans, quitte Alep avec quelques graines de nigelle dans la main. Accompagnée par la princesse d'Alep, elle entreprend un voyage vers un nouveau monde.

Réservations scolaires : cinemalevivarais@gmail.com (message à l'attention de Laura).
Pour le financement des séances scolaires, si difficultés, contacter le MRAP.
mrapca07@gmail.com

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Mercredi 19 mars - Salle de la Chaumette

Bd de la Chaumette, derrière la crèche des Mobiles

GRATUIT

📌 **Organisé par la MJC Centre Social Couleurs des Liens**

🖼 **15h00 - Exposition interactive : "Non à la Haine !"**

Ouverte à tous les jeunes et moins jeunes. Elle a pour vocation de mettre en débat des sujets sensibles, difficiles, clivants qui traversent notre société. Savoir, comprendre, agir pour dire non à la haine ! Le but de l'exposition est donc de créer un espace d'échange, de débats et de prévention où chacun apprendra à forger sa propre opinion, à résister aux haines simplistes, et à respecter l'autre.

🗣 **18h00 - Atelier de "musculation politique"**

Décryptage des différentes idéologies politiques à travers *La boussole des idéologies politiques* de Sébastien Hovart. Cette classification en sept familles (anarchisme, socialisme, communisme, écologisme, libéralisme, conservatisme et nationalisme) permet aux non-spécialistes de s'approprier ces notions et de participer aux débats avec plus d'aisance.

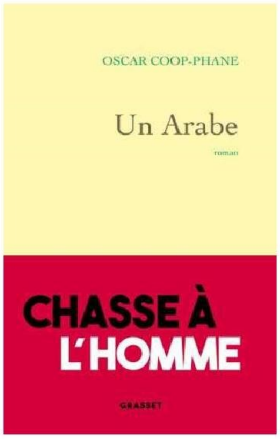
Jeudi 20 mars 20h30 - L'ATELIER

3 rue Sainte Anne, place de la république

GRATUIT

📚 **Café littéraire - organisé par la librairie la Fontaine**

Présentation et lectures



Oscar Coop-Phane auteur du roman « Un arabe »:

Racisme, instinct grégaire, rumeur, *Un arabe* regarde au microscope les rancœurs et les peurs qui crèvent le cœur de notre société.

Les ouvrages d'Eric Pessan (*Ils arrivent*) et Hervé Le Bras, démographe et historien (*Il n'y a pas de race blanche*) seront également évoqués.

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Vendredi 21 mars - À partir de 18h00 - Espace Envol

GRATUIT

Accueillis par la **Fédération des Œuvres Laïques**
bd de Chaumette, à côté de l'hotel du département

✍ "Des mots contre le racisme" - Animé par Copains du Monde du Secours Populaire

"On ne naît pas raciste, on le devient", disait Lilian Thuram.

« *Le racisme est une idéologie qui prétend qu'il existerait différentes « races » humaines, et que certaines seraient inférieures aux autres. C'est une discrimination* » analysent les enfants.

Les enfants Copains du Monde présenteront une œuvre commune, vivante, pour marquer notre mémoire et laisser une trace symbolique.

Avec la participation de la **chorale *La Castagne*,** qui interprétera des chants sur l'exil, des chants de luttes et des chants contre la guerre, dans toutes sortes de langues étrangères.

Samedi 22 mars - MJC Couleurs des Liens

GRATUIT

141 rue André Philip

16h30 - Accueil boissons et grignotis

17h00 - Projection documentaire : *Allons Enfants*

Au cœur de la capitale, un lycée tente un pari fou : intégrer des élèves de quartiers populaires et briser la spirale de l'échec scolaire grâce à la danse Hip Hop. Allons Enfants est l'histoire de cette expérience unique en France.

20h00 - Spectacle danse Hip-Hop

Chorégraphies interprétées par les groupes de street hip-hop de la MJC, animée par Soreilla Bouguerra.

20h45 - Concert de D'JaMaNi l'Original

Prix libre

Artiste de la scène Hip-Hop Afro-Dancehall depuis plus de 10 ans, ses chansons festives et engagées sont un véritable souffle de bonne humeur et d'énergie positive transmis sur scène !

"Ambiance carnaval, médicinale pour le moral ne manquez pas l'artiste de Privas d'JaMaNi l'Original".

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

AMNESTY INTERNATIONAL

AU CINÉMA POUR LES DROITS HUMAINS

FESTIVAL CINÉ & DÉBATS
12ÈME ÉDITION 1.03 > 31.03

GRATUIT

11 mars - 18h30 - Médiathèque de Cruas : *Emilia*

De Rafa Arroyo

Les failles du système d'accueil de l'État espagnol laissent chaque année des milliers d'immigrés sans papiers à la rue lorsqu'ils atteignent leur majorité. Emilia Lozano, militante infatigable des droits de l'homme et du mouvement féministe, dans sa lutte permanente pour la justice sociale, redéfinit le concept de famille pour nombre d'entre eux, par l'amour, l'empathie et la solidarité.

Court métrage documentaire – Belgique – 20'

A Move

De Elahe Esmaili

Elahe revient dans sa ville natale, à Mashhad en Iran, pour aider ses parents à déménager après avoir vécu 40 ans au même endroit. Influencée par le mouvement Woman-Life-Freedom, elle espère également un changement bien plus conséquent qu'un simple nouvel appartement.

Court métrage documentaire – Iran, Royaume-Uni – 27'

22 mars - 10h45 - L'Atelier à Privas :

3 rue Sainte Anne, place de la république

L'enfant à la peau blanche

De Simon Panay

Confié par son père à une équipe de chercheurs d'or, un enfant albinos cristallise tous les espoirs.

Court métrage de fiction – France – 14'

Ronde nocturne (en présence de la réalisatrice)

De Valentina Casadei

Un chauffeur de taxi est quitté du jour au lendemain par sa femme. Sa fille lui reproche son départ.

Ne pouvant la laisser seule à la maison, il l'emmène dans ses gardes de nuit. Au cours d'une nuit, au contact des passagers, ils n'ont d'autre choix que de se confronter. Ce sera l'occasion pour eux de renouer leur lien et de surmonter ensemble l'abandon.

Court métrage de fiction – France – 20'

27 mars - 19h30 - Foyer rural de St Vincent de Barrès : *Save Our Souls*

De Jean-Baptiste Bonnet

Après un sauvetage à hauts risques au large de la Libye, naufragés et sauveteurs vivent ensemble sur le bateau de l'ONG SOS Méditerranée, dans l'attente d'un port d'accueil. Ce temps à bord est le premier refuge des rescapés. Avec les sauveteurs, se tisse une relation faite d'écoute, de soin et de présence. Une relation comme un gilet de sauvetage.

Long métrage documentaire – France – 1h11

Partenaires : Entraide protestante, Secours Populaire, CCFD Terre solidaire, RESF, MRAP, Cercle d'Action Amnesty, L'Atelier, Fédérations des Œuvres Laïques (Espace Envol), Librairie Lafontaine, FCPE, Ville de Privas, Ardèche le département, MJC Centre Social Couleurs des liens, Cinéma le Vivarais /
CGT, FSU, Confédération paysanne / les Écologistes, LFI, PCF, PS

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Le 20 mars 2025 LES RETRAITÉ·ES SE MOBILISENT POUR RECONQUÉRIR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le 20 mars 2025

LES RETRAITÉ·ES SE MOBILISENT POUR RECONQUÉRIR LA SÉCURITÉ SOCIALE

la cgt retraité·es

Il y a 80 ans en octobre 1945 au sortir de la Seconde guerre mondiale, Ambroise Croizat, ministre du Travail, crée la Sécurité sociale inspirée du programme du Conseil national de la Résistance.

À l'époque, l'objectif est de protéger la population des risques liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail, voire au décès, mais aussi de permettre aux familles et aux retraité·es de vivre dignement. Grâce à la Sécurité sociale, basée sur les principes de solidarité et d'universalité, tous les citoyen·nes, quelle que soit leurs professions, leurs situations personnelles et financières sont protégé·es.

Dans un pays dévasté et exsangue au sortir de la guerre, le financement de la Sécurité sociale était assuré par le prélèvement de cotisations sociales sur le salaire.

Dès le début, bien que cela n'impacte en rien son patrimoine, le patronat a tenté de combattre l'idée de prélèvement pour financer la Sécurité sociale. Dès le départ il aurait préféré engranger plus de profit. Mais le rapport de force, 5 millions d'adhérent-es à la Cgt et son influence ont permis l'avancée sociale majeure du XXe siècle en France.

La création de la Sécurité sociale a aussi été profitable pour les employeurs qui ont ainsi bénéficié d'une main d'œuvre en bonne santé, qui n'a pas à se soucier du lendemain, et donc plus productive.

Sans oublier que, depuis sa création, **la Sécurité sociale a joué un rôle de solidarité** et d'amortisseur social face aux crises économiques, boursières et sanitaires et a permis de faire progresser l'espérance de vie en bonne santé.

Mais l'obstination du patronat et des libéraux à se désengager de son financement collectif, basé sur les richesses créées par le travail, met en péril la Sécurité sociale et donc la santé et l'espérance de vie de la population. Ainsi l'insistance du patronat pour exiger des gouvernements la mise en place d'exonération de cotisations sociales des employeurs diminuent fortement les recettes: 656 milliards en cumulé depuis 1992.

Au fil des réformes régressives mises en œuvre depuis des années par les différents gouvernements, la part du financement par la cotisation sociale diminue au profit de l'impôt tel que la CSG supportée, surtout, par les salarié·es, les retraité·es et les privé·es d'emploi. La mise en œuvre des lois de financement de la Sécurité sociale depuis 1996 a conduit à gérer la Sécurité sociale non plus en fonction des besoins de la population mais en fonction de recettes prévisionnelles votées au parlement ou imposées par l'article 49.3.

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Les premières conséquences sont la hausse du reste à charge pour la population des dépenses de santé (ticket modérateur), des franchises médicales, la remise en cause de la prise en charge à 100 % des Affections longues durées, le déremboursement de certains médicaments, un manque de médecins généralistes et spécialistes, un manque de moyens pour l'hôpital public, le gel des pensions de retraite…

Aujourd'hui, pour pouvoir se soigner mais aussi vivre décemment à la retraite, **les gouvernements inspirés par le patronat incite la population à se tourner vers le système assurantiel privé** pour pouvoir se soigner, à capitaliser pour compléter sa pension de retraite.

Les désengagements de la Sécurité sociale et le reste à charge zéro impacte les prises en charge des complémentaires santé qui ne cessent d'augmenter leurs tarifs (entre 8 et 10 % en 2025).

700 000 retraité·es n'ont plus de complémentaires santé et 1,6 millions ne se soignent plus ou peu, pour des raisons de coût.

Aujourd'hui en France, 6e puissance mondiale, l'espérance de vie en bonne santé recule.

Le patronat, les libéraux martèlent que la France n'aurait plus les moyens de financer une Sécurité sociale telle qu'elle a été créée.

Le pays en a les moyens, c'est juste une question de répartition des moyens financiers :

- 170 milliards d'euros d'aide aux entreprises
- 45 milliards d'euros d'aide pour le chômage partiel
- 80 milliards d'euros d'exonération de cotisation sociale sans contrepartie en 2024

Des sommes qui pourraient permettre de financer notre système de protection sociale et combler le déficit organisé de la Sécurité sociale qui est le résultat des politiques menées depuis des décennies. **Des sommes qui permettraient de répondre aux besoins de toute la population.**

Face à cette situation, l'UCR-CGT porte des revendications réalistes et atteignables :

- Une Sécurité sociale intégrale qui couvre l'ensemble des aléas de la vie de la naissance à la mort
- Un financement de la Sécurité sociale basée sur la cotisation sociale sur l'ensemble des revenus des salarié·es (salaire, intéressement, primes…) ainsi que les dividendes
- L'arrêt des exonérations de cotisations sociales
- La transformation de notre système de santé
- La création d'un pôle public du médicament permettant de réintégrer sur le territoire la recherche, la création, la tarification.

L'**USR-CGT 07** appelle les retraité·es et les salarié·es à

MANIFESTER à Lyon Préfecture

20 MARS 14 h

Pour exiger :

- Le **DÉVELOPPEMENT** de notre protection sociale,
- L'**AUGMENTATION** du pouvoir d'achat des retraité·es par :
- La **REVALORISATION** des pensions de 10 % immédiatement et
- Le **RELÈVEMENT** des MICO et MIGA de 300 €.

Horaire et arrêts du car : **Aubenas** ancienne gare 9h30. **Le Teil** Marie-Blachère 10h20. **Loriol** Parking covoiturage 11h. **Péage de Tain** 11h 30. **Péage de Chanas** : 11h 50.

Pour les inscriptions au car écrire à usrcgt07@outlook.com ou téléphoner 04 75 66 76 66.

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Manifestation contre le Racisme et le Fascisme le 22 mars Aubenas

SAMEDI 22 MARS
JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Le 18 décembre 2024 lors du meeting de lutte organisé à l'occasion de la Journée Internationale des Migrant.e.s, nos organisations et collectifs ont déclaré[1] : *"Nous ne voulons pas d'une société raciste. Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de tous les droits pour toutes et tous, une société de solidarité, de fraternité, de justice, et de respect des libertés".*

Un appel international[2] a été lancé pour une journée mondiale de manifestations contre le racisme et le fascisme : *"Nous appelons les progressistes de la planète, individus comme mouvements, toutes celles et tous ceux qui s'opposent au racisme et au fascisme, à se mobiliser pour construire une riposte unie à une menace mortelle pour nous toutes et tous.*

Nous devons affronter et vaincre ceux qui promeuvent la haine et la division et le faire avec de larges mouvements fondés sur la diversité, la solidarité et l'unité.

Nous appelons à une journée mondiale d'actions contre le racisme et le fascisme, dans les villes du monde entier, au nord comme au sud, samedi 22 mars 2025 et autour de cette date, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

Il y a des moments dans l'histoire où il faut se lever et faire entendre sa voix, et nous sommes dans un tel moment. La situation est grave et urgente, mais nous sommes la majorité ; nous pouvons gagner. ¡No Pasarán !"

L'HEURE DE LA RIPOSTE

Nous vivons ensemble, chaque jour, et voulons continuer à le faire librement, dans l'égalité, la justice et la solidarité.

Nous avons la volonté commune de mener le combat essentiel pour l'égalité des droits pour toutes et tous, pour la justice sociale contre le fascisme et contre le racisme sous toutes ses formes.

Notre détermination est à la hauteur de nos ambitions ! Forts et fortes de notre unité, obligeons-le pouvoir à renoncer à ses politiques violentes d'exclusion qui jettent dans l'extrême précarité sociale et administrative, un grand nombre de personnes étrangères, quel que soit leur statut, travailleuses et travailleurs avec ou sans titre de séjour, familles, femmes, étudiants, mineurs isolés, exilé.e.s, en demande d'asile ou déboutés.

Nous appelons à soutenir les luttes en cours, celles des jeunes, à Paris et sur tout le territoire, celles des femmes en lutte pour leur hébergement, celles des travailleurs et travailleuses en lutte pour leur régularisation et le renouvellement de leur titre de séjour.

Nous appelons à construire les conditions d'une mobilisation unitaire d'ampleur combinant, dans toute leur diversité, nos différentes ressources et répertoires d'actions.

C'est pourquoi,

Nous appelons les immigré.es, avec et sans-papiers à rejoindre les collectifs de sans-papiers et/ou les organisations syndicales sur leur lieu de travail.

Nous appelons toutes et tous à rejoindre les réseaux de solidarité, les collectifs, les associations sur votre ville, votre quartier, à rejoindre les syndicats sur votre lieu de travail.

Nous appelons à faire converger ce mouvement dans la rue le samedi 22 mars dans le cadre de la journée internationale contre le racisme.

Toutes et tous ensemble, agissons, uni.es, pour un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire contre le racisme, l'exclusion et l'exploitation.

MANIFESTATION AUBENAS
14H30 AGORA

Premiers signataires :

MRAP Aubenas, Libre Pensée 07-26, Collectif féministe du 8 mars Aubenas, AFPS 07,

CGT UL Aubenas, CNT Interpro, FSU 07, SUD Ldc 07, Confédération Paysanne 07,

Ensemble !, Parti de Gauche, PCF 07 , EELV Sud Ardèche, PS 07, LFI Sud Ardèche, Collectif collectif, POI Sud 07

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

MANIFESTATION

SAMEDI 22 MARS

MARCHE DES SOLIDARITÉS

Nous appelons à construire sur tout le territoire les conditions d'une mobilisation d'ampleur :

- Pour l'égalité des droits, la régularisation des sans-papiers, contre le racisme.
- Pour stopper les fascistes.

L'HEURE DE LA RIPOSTE

- Nous appelons les immigré·es, avec et sans-papiers à rejoindre les collectifs de sans-papiers, les collectifs de mineur·es isolé·es en lutte et/ou les organisations syndicales dans nos lieux de travail.
- Nous appelons toutes et tous à rejoindre les réseaux de solidarité, les collectifs, les associations sur nos villes, dans nos quartiers, à rejoindre les syndicats sur nos lieux de travail.
- Nous appelons à faire converger ce mouvement dans la rue le samedi 22 mars.

AUBENAS - AGORA - 14H30

MRAP Aubenas, CGT UL Aubenas, CNT Interpro 07, Ensemble! 07, Parti de Gauche 07, PCF 07, LP 07-26, Coll. Féministe 8 mars, FSU 07, EELV Sud 07, PS 07, Coll. collectif, LFI Sud 07, POI Sud 07, SUD Ldc 07, Confédération Paysanne 07, AFPS 07

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

SAMEDI 22 MARS

JOURNÉE MONDIALE

CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

MANIFESTATION

LIBERTÉ·ÉGALITÉ·PAPIERS

AUBENAS -AGORA- 14H30

MRAP Aubenas, CGT UL Aubenas, CNT Interpro 07, Ensemble! 07, Parti de Gauche 07, PCF 07, LP 07-26, Coll. Féministe 8 mars, FSU 07, EELV Sud 07, PS 07, Coll. collectif, LFI Sud 07, POI Sud 07, SUD Ldc 07, Confédération Paysanne 07, AFPS 07

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Grève à la Sictoba - Communiqué du syndicat CGT Basse Ardèche

Union locale
Basse Ardèche
L'ENGAGEMENT
à vos côtés
CGTsudardeche07@gmail.com

COMMUNIQUE CGT BASSE ARDECHE

La CGT Basse Ardèche annonce la sortie de grève pour les agents du SICTOBA.

UN protocole de sortie de grève vient d'être être signé entre la CGT agents du SICTOBA et les élus représentant celui-ci .

Cela faisait deux mois que La CGT Basse Ardeche avait entamé des négociations avec les élus.

A l'origine du mécontentement des salaires non revalorisé depuis des années et très bas au regard de l'inflation galopante

L'accord prévoit dés le mois de mars :

*Une hausse de l'IFSE

*Mise en place de réunions de concertation trimestrielles

* La mise en place du règlement intérieur et du règlement des congés.

* La mise en place d'une grille pour les critères d'attribution du CIA

Au vu de ces avancées, les agents ont décidé la fin du mouvement.

La CGT Basse Ardèche assurera bien entendu le suivi du dossier .

P/O La CGT Basse Ardèche

Communiqué de l'UD CGT 07 : NON A LA GUERRE, NON AU BUDGET DE GUERRE !

NON A LA GUERRE,
NON AU BUDGET DE GUERRE !

Macron se pose en chef de guerre et engage l'augmentation du budget militaire au détriment des besoins de la population et de la classe ouvrière.

L'éventuelle négociation de paix en Ukraine se fait au travers d'un marchandage odieux entre les grandes puissances. Mais cette guerre comme celles qui se préparent est la continuité des guerres commerciales qui font rage, entraîne la vie chère, licenciements, empire le dérèglement climatique et détruit notre avenir.

L'UD CGT 07 réaffirme son opposition à cette marche aux guerres, impérialistes propres au système capitaliste. Elle s'oppose à l'augmentation du budget militaire. Elle s'oppose à l'envoi des troupes en Ukraine.

Non aux attaques contre les travailleurs, les privés d'emploi, les précaires et les retraités pour financer les guerres.

Pas un sou, pas un homme, pas une femme, pour la guerre.

L'argent public pour les services publics, l'hôpital, l'école, Non aux armes et aux armes nucléaires, Non à l'union nationale avec les fauteurs de guerre !

Privas, le 13 mars 2025

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

National :

22 mars contre le racisme : L'appel interorga.

Né.e.s ici ou venu.e.s d'ailleurs, uni-es contre le racisme!

Le 18 décembre 2024 lors d'un meeting pour la Journée Internationale des Migrants, nos organisations et collectifs ont déclaré :

"*Nous ne voulons pas d'une société raciste. Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de tous les droits pour toutes et tous, une société de solidarité, de fraternité, de justice, et de respect des libertés*".

Cette déclaration commune est plus que jamais d'actualité face aux attaques renouvelées contre les personnes étrangères avec ou sans papier, d'origine étrangère ou présentées comme telles.

Nous voulons, pour nous comme pour nos voisin-e-s, collègues de bureau, d'atelier, nos camarades d'amphi, pour notre médecin, notre boulangère, pour la copine ou le copain de classe de nos enfants… une réelle égalité des droits.

Nous ne concevons pas la société autrement que dans la fraternité qui est marquée sur le fronton des édifices publics, aux côtés de la liberté et de l'égalité. Nous ne concevons pas la société autrement que rassemblée par l'accès effectif à tous les droits, pour toutes et tous.

Les comportements racistes et xénophobes sont le quotidien pour tant de personnes aujourd'hui, du fait de leur origine, de leur couleur de peau, de leur religion. Les actes violents se multiplient, faisant vivre dans la peur, la souffrance, l'injustice d'un quotidien de discriminations.

Le quotidien, ce sont aussi les discours de haine désinhibés, les propos mensongers de responsables politiques et de médias controlés par des acteurs économiques disposant de moyens considérables, qui stigmatisent des populations et des quartiers et manipulent les chiffres.

La circulaire Retailleau s'inscrit pleinement dans cette approche, repoussant les personnes sans-papiers dans la clandestinité et la surexploitation dans l'emploi, imposant un durcissement des conditions de la régularisation de leur droit au séjour, et ouvrant des possibilités supplémentaires d'expulsions.

Le même ministre ainsi que des médias d'extrême droite s'en prennent aux associations et syndicats qui soutiennent les personnes étrangères, mettant en péril leur rôle crucial pour la démocratie, l'état de droit et l'inclusion sociale.

Le premier ministre lui-même reprend les formulations stigmatisantes de l'extrême droite, faisant des personnes d'origine étrangère les boucs émissaires de tous les maux la société.

Ces discours publics, allant jusqu'à remettre en cause le droit du sol, cherchent à nous opposer les un.es aux autres alors que nous partageons les mêmes aspirations au bien-être, à la justice économique et sociale, et à l'égalité des droits. L'absence d'accès aux droits des uns n'a jamais donné plus de droits à d'autres!

Toutes et tous ensemble, agissons uni.e.s et rassemblons-nous, le 22 mars 2025, pour la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, pour un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire.

CGT - LDH (Ligue des droits de l'Homme), Attac France, La Cimade, FSU, Femmes Egalité, Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Oxfam France, SOS Racisme, Syndicat des avocat·es de France (SAF), Union syndicale Solidaires

CNDPJDI : L'appel interorga.

Non au projet d'expulsion des Palestiniens de Gaza
Non à l'épuration ethnique en Cisjordanie
Imposons la fin des massacres et du génocide

En Palestine, les abus et les violations du droit international sont devenus la norme. Pendant plus de quinze mois, les forces d'occupation israéliennes ont poursuivi une guerre génocidaire à Gaza et nié aux Palestinien.nes leur droit le plus fondamental, le droit à la vie.

Aujourd'hui, le président des USA, Donald Trump, veut s'emparer de Gaza après avoir déporté sa population. Ses prétentions, scandaleuses et dangereuses, mettent en danger un cessez-le-feu déjà bien fragile, sont une insulte à notre humanité commune et constituent une violation grave du droit international.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est assiégée, déplacée de force, menacée par les colons et l'armée israélienne.
C'est un véritable nettoyage ethnique qui est mené sans interruption. Les attaques extrêmement violentes contre plusieurs camps de réfugiés de la Cisjordanie, les destructions massives, les déplacements forcés de plus 40 000 personnes font craindre pour la Cisjordanie un scénario proche de celui de Gaza. C'est ouvertement un processus d'annexion de la Cisjordanie qui se dessine avec l'approbation probable de Trump.

La fermeture par Israël des bureaux de l'UNRWA -agence de l'ONU dédiée aux réfugiés palestiniens- et l'interdiction de ses activités constituent une insulte à l'ONU et une grave menace pour la santé et l'éducation d'une partie importante de la population palestinienne et une attaque contre le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Malgré le cessez-le-feu au Liban, Israël continue d'occuper cinq localités qu'il devait quitter. De même, Israël profite de la situation en Syrie pour étendre son occupation et mettre la main sur une partie de ses ressources en eau.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce la guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien. Ce sont des décennies d'une impunité totale de l'État d'Israël, alors qu'il viole en permanence le droit international, qui nous ont mené·es à cette situation. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette impunité et que des sanctions soient prises tant que l'État d'Israël ne se conforme pas au droit international.

Le CNPJDPI exige :

- la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu tel qu'il a été prévu dans toutes ses phases
- la mise en échec du plan Trump d'expulsion des Palestinien·nes de Gaza, et un plan de reconstruction donnant toute leur place aux Palestiniens
- l'arrêt des massacres et de la guerre génocidaire menée en Palestine
- l'arrêt de l'annexion de la Cisjordanie
- la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid
- la libération de toutes les personnes détenues
- un soutien à la CPI et l'application sans réserve de ses décisions

- la reconnaissance de l'État de Palestine par la France dans le cadre du droit à autodétermination du peuple palestinien
- le droit au retour des réfugiés palestiniens (résolution 194 de l'ONU)
- la fin de l'impunité de l'État d'Israël et des sanctions tant qu'il ne respecte pas le droit international, et une position ferme de la France à l'Union Européenne pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël.
- la construction d'un avenir de paix entre Palestiniens et Israéliens fondé sur l'égalité des droits
- Le respect de la liberté d'expression, de manifestation et de réunion, et l'arrêt des poursuites contre les militant·es qui soutiennent le peuple palestinien
- la lutte contre le racisme sous toutes ses formes,

Nous appelons à un rassemblement vendredi 14 mars à 18h à Paris, Place St Michel, sur la base de ces revendications

Paris, le 7 mars 2025

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association nationale des communistes (ANC) - Association de Solidarité Inter Peuples -Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté – Gauche démocratique et sociale (GDS) - La Confédération paysanne - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) – Le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Sortir du colonialisme - Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires

VO IMPÔTS
2025
VO IMPÔTS
VOTRE DÉCLARATION DE REVENUS PAS À PAS
Ne payez pas 1€ de trop
+ LA SEULE REVUE À JOUR DE LA LOI DE FINANCES 2025
PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE
Couples : passage obligatoire au taux individualisé
SERVICES À LA PERSONNE
Nouvelles règles pour votre déclaration
QUOTIENT FAMILIAL
Les plafonds changent
AVEC NOTRE BARÈME EXCLUSIF, VÉRIFIEZ EN UN CLIN D'ŒIL SI VOTRE IMPÔT AUGMENTE
Gkos

Tarif syndical

6,50 €

au lieu de ~~7,20 €~~

Commandez sur **nvoboutique.fr**

Parution : mars 2025

BON DE COMMANDE VO IMPÔTS 2025

Code article 03250128 / Prix unitaire : 6,50 €

NB. EX. _____ x 6,50 € = _____ €

Ci-joint :

CHÈQUE N° _____

BANQUE _____

À l'ordre de *La Vie Ouvrière*

Ce hors-série n'est pas inclus dans l'abonnement de la Vie Ouvrière.

Les invendus ne sont pas repris

(Écrire en lettres capitales, merci)

VOTRE FÉDÉRATION OU BRANCHE _____

SYNDICAT/SOCIÉTÉ _____

À préciser si nécessaire à l'expédition

Mme ☐ M. ☐ VOTRE UD _____

NOM* _____

PRÉNOM* _____

N°* _____ RUE* _____

CODE POSTAL* _____ VILLE* _____

TÉL. FIXE* _____

TÉL. PORTABLE* _____

COURRIEL* _____

FACTURE OUI ☐ NON ☐

* Champs obligatoires

code origine : ÉVÈNEMENT

la cgt

ADRESSEZ VOTRE COMMANDE À : La Vie Ouvrière - Case 600

Service diffusion – 263, rue de Paris – 93516 Montreuil Cedex. Tél. : 01 49 88 68 50 / commercial@nvo.fr

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

la cgt

Déclaration à la presse

Plan National d'Adaptation au Changement Climatique : un renoncement assumé à la lutte contre le réchauffement climatique

Le gouvernement vient d'annoncer la publication du troisième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC3), visant à "préparer la France à +4°C". Dans son discours, la ministre a insisté sur l'urgence climatique et la nécessité d'adapter notre pays aux catastrophes à venir : inondations, sécheresses, risques sanitaires accrus.

Elle affirme que son plan est une réponse aux menaces, alors qu'il entérine un renoncement à la lutte contre le réchauffement climatique et se contente d'accompagner la dégradation de nos conditions de vie. Pire, alors que l'urgence exigerait un renforcement des réglementations pour protéger l'environnement et la population, le gouvernement poursuit une politique de simplification des normes environnementales au bénéfice des grandes entreprises et des industriels.

Loin d'anticiper les effets avec une approche écologique et solidaire, le PNACC3 se concentre sur la mise en place d'outils assurantiels, de réformes administratives et de mesures techniques insuffisantes pour protéger les populations.

Pour la CGT, il est urgent d'agir autrement !

Le discours ministériel met en avant la territorialisation et l'implication des élus locaux. Mais comment répondre efficacement aux risques climatiques avec des collectivités exsangues, dont les budgets sont étranglés par l'austérité ? La CGT dénonce une décentralisation de façade qui fait porter aux territoires la responsabilité de politiques sans moyens suffisants. De même, la ministre affirme que "chaque euro investi dans l'adaptation évite 8 euros de dégâts", mais où sont ces investissements ? Le plan ne prévoit aucun financement structurel à la hauteur des enjeux, se reposant sur des fonds déjà sous tension (Fonds Barnier, Fonds vert, agences de l'eau).

La CGT dénonce plusieurs points clés de ce plan :

- **L'absence d'un financement dédié et pérenne** alors que les besoins sont chiffrés à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an.
- **Un transfert de responsabilité vers les collectivités territoriales**, sans augmentation de leurs moyens.
- **Un manque de droits d'intervention des organisations syndicales et des travailleurs et travailleuses** dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation.
- **L'absence de véritable contrainte pour les entreprises**, qui ne sont pas obligées de revoir leur modèle productif face aux enjeux climatiques.

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / **presse@cgt.fr**
© 2024 servicepresse.cgt.fr

Face à cette politique de renoncement, la CGT revendique :

- **Un plan de financement massif et contraignant** : taxation des superprofits, des transactions financières et création d'un fonds public d'adaptation financé par les grandes entreprises polluantes.
- **Le renforcement des services publics** : revalorisation de Météo-France, de l'ONF, des SDIS et des organismes de prévention des risques pour garantir une gestion publique de la résilience climatique.
- **Un droit d'intervention des travailleurs** : instauration de comités climat dans les entreprises et administrations, intégration des effets climatiques dans le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP), prise en compte des fortes chaleurs comme facteur de risque professionnel.
- **Une régulation stricte des entreprises** : conditionnement des aides publiques à des engagements sociaux et environnementaux, obligation de plans d'adaptation pour les grandes entreprises sous contrôle syndical.
- **Un grand service public du logement** : financement massif de la rénovation thermique, encadrement des loyers, plan de lutte contre la précarité énergétique et contre la vacance immobilière.
- **Un pôle public de l'énergie et des transports** : renationalisation des autoroutes et de la SNCF fret, investissements massifs dans le ferroviaire.
- **Un plan ambitieux pour la santé au travail face aux impacts climatiques** : création d'un fonds de prévention des risques climatiques en entreprise, reconnaissance des maladies liées au climat comme maladies professionnelles, embauche de médecins du travail.
- **Un renforcement des emplois et des formations pour l'adaptation** : développement des métiers de la rénovation énergétique, du bâtiment bas carbone, du reboisement et de la gestion de l'eau, avec des formations accessibles et revalorisées.

Montreuil, le 12 mars 2025

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / **presse@cgt.fr**
© 2024 servicepresse.cgt.fr

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

la cgt

Communiqué de presse

8 mars : L'égalité salariale est une urgence !

*Samedi 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, près de **300 000 personnes ont défilé dans plus de 165 villes partout en France** : 150 000 à Paris, 15 000 à Lyon et Bordeaux, 10 000 à Rennes, 5 000 à Montpellier et Grenoble, 2 000 à Caen, Orléans et Avignon mais aussi 500 à Mulhouse à Cherbourg et à Carcassonne, 250 à Lanion, 200 à Blois… C'est une mobilisation historique, en nette hausse par rapport aux années précédentes, sur l'ensemble du territoire, qui s'est tenue dans une ambiance déterminée et revendicative !*

Alors qu'Aurore Berger annonçait le samedi 8 mars au matin recevoir les groupes parlementaires pour débattre autour de la loi cadre demandée par les syndicats et associations féministes, dans les cortèges, le mot d'ordre était clair : la mobilisation doit maintenant déboucher sur des actes !

Cette année, et pour la première fois, ce sont 6 organisations syndicales qui appelaient à la manifestation aux côtés des associations féministes pour demander enfin l'égalité réelle entre les femmes et les hommes puisque :

- Alors que les femmes perçoivent encore 23,5 % de salaire en moins que les hommes, qu'elles représentent 57 % des smicard·es et occupent 80 % des emplois à temps partiels (dont beaucoup de temps partiels imposés), l'égalité professionnelle demeure inexistante.
- Les femmes sont aussi les premières victimes des réformes des retraites successives. Les chiffres le montrent. Elles perçoivent une pension de droits directs de 38% inférieure à celle des hommes et partent plus tard à la retraite parce qu'elles n'ont pas tous leurs trimestres et avec davantage de décotes.

La CGT le rappelle : l'abrogation de la réforme des retraites est une mesure de justice sociale et une mesure féministe. Surtout, elle est finançable par… l'égalité professionnelle ! Si l'égalité salariale était appliquée, elle rapporterait à minima 6 milliards d'euros par an, permettant de financer notamment l'abrogation de la réforme des retraites. Plus de salaire pour les femmes, ça veut dire plus de cotisations sociales dans les caisses de retraite, d'assurance-chômage ou d'assurance-maladie.

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / **presse@cgt.fr**
© 2024 servicepresse.cgt.fr

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

Enfin, la mobilisation du 8 mars était aussi l'occasion d'envoyer toute notre solidarité avec les femmes du monde : premières victimes de l'internationale d'extrême-droite, à chaque fois que l'extrême droite accède au pouvoir, ses premières attaques sont toujours dirigées vers les droits des femmes. C'est ce qu'il se passe aux Etats-Unis, où Donald Trump a remis en cause et fragilisé le droit à l'IVG et l'aide au développement, pourtant déterminante pour les femmes du monde, dès son arrivée au pouvoir.

La tentative de récupération ratée de la manifestation par des groupes d'extrême droite, à des fins d'instrumentalisation des luttes féministes à leurs obsessions racistes, nous rappellent la dangerosité que l'extrême droite représente pour les droits des femmes. La CGT est fière de la combativité des manifestations du 8 mars qui ont montré la détermination à ne pas laisser les droits des femmes être remis en cause.

Pour la CGT, le combat continue, et donne d'ores et déjà rendez-vous le 20 mars avec les organisations de retraité·es et le 22 mars, pour la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

A Montreuil, le 10 mars 2025

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / **presse@cgt.fr**
© 2024 servicepresse.cgt.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE UCR-CGT

Des pensions, pas des canons !

L'allocution du président Macron du 5 mars 2025 est une véritable déclaration de guerre. Les propos tenus sont alarmistes et, à dessein, créent un climat de peur.

L'escalade guerrière allant jusqu'à mettre à disposition de l'Europe l'armement nucléaire français, l'explosion des budgets militaires ne sont pas la solution pour résoudre les conflits armés entre des pays. Au contraire, c'est prendre un risque dangereux et irréversible.

Les retraité·es refusent de subir une nouvelle fois l'horreur de la guerre pour eux, pour leurs familles et ami·es.

Le président de la République a affirmé que les dépenses supplémentaires engagées par la France n'engendreront pas une augmentation des impôts et que les financements seront trouvés mais sans préciser où !

Sans être devins, nous pouvons penser que le gouvernement ne touchera pas aux finances des entreprises, aux dividendes des actionnaires, en particulier ceux des entreprises françaises d'armement. En revanche, les dépenses publiques, le financement des services publics, des budgets sociaux risquent de faire les frais de cette économie de guerre.

Nous exigeons que tous les moyens soient mis en œuvre pour gagner une paix juste et durable dans le respect des peuples ukrainiens et russes et des résolutions de l'ONU.

Monsieur le président, l'Union Confédérale des Retraité·es CGT, fidèle à ses valeurs de paix et de justice sociale, refuse que les citoyen·nes de notre pays et de l'Europe subissent les conséquences de votre politique de va-t'en guerre.

Nous exigeons, au contraire, une réorientation des budgets de l'Etat pour répondre aux besoins de la population en termes de protection sociale financée par la cotisation sociale, de revalorisations des pensions et retraites, de développement des services publics accessibles à toutes et tous sur le territoire français.

La réponse aux besoins sociaux, l'amélioration des droits des populations est aussi un gage de paix.

C'est pourquoi, l'UCR, avec sept autres organisations syndicales et associatives, appelle toutes et tous les retraité·es à agir le 20 mars 2025 sur l'ensemble du territoire pour notre protection sociale, la revalorisation immédiate des pensions et retraites de 10% et l'augmentation des Minimum Contributif (MICO) et MInimum GAranti (MIGA) de 300€.

Montreuil, le 7 mars 2025

union confédérale des retraités • 263 rue de Paris *case 3-1* • 93515 Montreuil cedex
Secrétariat général : 01 55 82 83 70 et 01 55 82 83 80 • E-mail : ucr@cgt.fr • Site : www.union-confederale-retraites.cgt.fr

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

la cgt

Déclaration à la presse

Concertation retraites : pour financer l'abrogation il faut réaliser l'égalité salariale !

La séance de concertation du 6 mars a permis aux organisations d'exprimer leurs positions sur le fond au sujet des questions d'âge. Cette séance a été l'occasion de rappeler les exigences de la CGT, à commencer par l'abrogation de la réforme de 2023, la suppression de l'accélération des 43 annuités de la réforme Touraine et le rétablissement des régimes pionniers, dans la visée du rétablissement de la retraite à 60 ans.

En amont de la mobilisation du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la CGT a présenté avant la séance un chèque symbolique de l'ordre de 6 milliards d'euros. 6 milliards d'euros, c les cotisations retraites supplémentaires qui rentreraient dans les caisses de la CNAV si les femmes avaient enfin le même salaire que les hommes par l'égalité professionnelle. 6 milliards d'euros c'est aussi le montant nécessaire pour abroger la réforme à horizon 2027.

Cette séance a aussi permis de clarifier les positions du patronat focalisées sur un nouveau recul de l'âge. En effet, le MEDEF semble regretter que l'âge de départ à taux plein n'ait pas été décalé de 67 à 69 ans (âge d'annulation de la décote permettant un taux plein automatique). La CGT rappelle la ligne rouge que constitue les bornes d'âge, rappelant notamment que beaucoup de celles et ceux qui vont jusqu'à 67 ans ont souvent subi des carrières hachées, en particulier les femmes, avec des interruptions de carrière et partant finalement avec des petites retraites.

Par ailleurs, la question du taux de remplacement (à quel âge les gens peuvent partir à la retraite et avec combien) doit amener à un questionnement sur le niveau de vie des retraité·es. La CGT s'est opposée à la volonté de la CPME de vouloir aligner le taux de CSG des retraité·es sur celui des actif·ves.

Enfin, la CGT a rappelé ses exigences concernant la prise en compte de la pénibilité dans le calcul des retraites et de l'âge de départ. La CGT se bat pour que chacun.e puisse accéder à une retraite avant la mort, et donc en bonne santé. Le report de 2 ans accentue la pénibilité, notamment après les 60 ans.

Ce n'est pas une économie de guerre justifiant des régressions sociales dont la France a besoin, mais d'une économie de paix et de justice sociale.

Pour la CGT, l'heure est la construction du rapport de force. La CGT appelle à la mobilisation pour gagner l'abrogation de la réforme :

- **Le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes** organisations syndicales et féministes seront mobilisées pour exiger notamment l'égalité salariale, la fin des violences sexistes et sexuelles et l'abrogation des 64 ans.

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / **presse@cgt.fr**
© 2024 servicepresse.cgt.fr

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

- **Le 20 mars, les syndicats de retraité·es** seront en action pour défendre le droit à la santé des retraité·es et dénoncer les attaques contre les retraité·es portées par le patronat et le gouvernement

Montreuil, le 6 mars 2025

© 2024 servicepresse.cgt.fr

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

International :

Réunion publique
intersyndicale

LE SYNDICALISME AUX ÉTATS-UNIS

AVEC DES MILITANT·ES DE *LABOR NOTES*

Réunion Publique
20 mars 2025 – 18h
Bourse du travail de Paris
le débat sera diffusé en direct sur les Réseaux Sociaux
STRONGER TOGETHER
Cutting our Health Care is a Sick idea
ON STRIKE
FOR BETTER SCHOOLS

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Déclaration de la CGT

Face à l'internationale d'extrême droite, l'urgence est de renforcer nos démocraties pour défendre une paix juste et durable

La mise en place d'une internationale d'extrême droite, autour de Trump, Poutine et Netanyahou notamment, soutenue par une partie du capital fait peser sur les travailleuses et les travailleurs des risques inédits.

La CGT tient à réaffirmer toute sa solidarité avec celles et ceux qui sont en première ligne : les ukrainien.ne.s, les palestinien.ne.s, les nombreux pays qui subissent la suppression de l'aide au développement américaine. Les femmes et les minorités figurent parmi les premières pénalisées: la remise en cause du droit à l'IVG et à la contraception, des programmes de scolarisation et d'autonomie économique va pénaliser des millions de femmes, la décomplexion d'une parole raciste s'accompagne de politiques xénophobes et anti immigrés, l'identité des personnes LGBTQIA+ est niée...Les droits sociaux et environnementaux sont attaqués de plein fouet et le duo Trump/Musk veut imposer un choc de dérèglementation dont on voit d'ores et déjà les conséquences en Europe où la commission européenne, à la demande du patronat, remet en cause les directives sociales et environnementales existantes. La CGT réaffirme tout son soutien aux syndicats américains qui luttent aux côtés des centaines de milliers de fonctionnaires américains licenciés brutalement par Elon Musk, symbole concret de l'alliance des milliardaires et de l'extrême droite contre les travailleuses et les travailleurs.

L'ordre mondial construit en 1945 pour empêcher le fascisme et la guerre n'a jamais été aussi fragilisé. Contrairement à ce qu'essaie de faire croire cette internationale d'extrême droite, la paix n'a jamais été la loi du plus fort. La paix juste et durable repose sur la justice sociale, le respect du droit international, de la souveraineté des peuples et de leur droit à l'autodétermination. A l'inverse de la surenchère guerrière portée par la France et l'Europe à l'opposé de leurs positions historiques, c'est le multilatéralisme et le renforcement de l'ONU qu'il faut mettre à l'ordre du jour. La CGT dénonce toute velléité d'imposer une « économie de guerre » qui a toujours pour conséquence d'imposer l'austérité aux travailleuses et aux travailleurs, de remettre en cause les droits et les libertés et de favoriser le capital et la finance.

Trois ans après l'agression russe criminelle contre l'Ukraine qui a déjà fait 1 million de victimes, c'est une solution négociée, politique et diplomatique qui doit prévaloir, à mille lieues du pillage des ressources ukrainiennes et de l'annexion d'une partie de son territoire que veulent imposer Trump et Poutine. La France et l'Europe doivent exiger la convocation immédiate d'une conférence de paix, sous l'égide de l'ONU, pour permettre l'arrêt des combats et une paix juste et durable reposant sur le respect du droit international. De même pour Gaza et la Cisjordanie. La France doit reconnaitre l'Etat de Palestine et, avec l'Europe, soutenir le plan de reconstruction de Gaza proposé par l'autorité palestinienne et les pays arabes et relancer un processus de paix juste et durable.

La situation actuelle démontre les impasses d'une construction européenne inféodée militairement, diplomatiquement et économiquement aux Etats-Unis . En signant l'arrêt de mort de l'OTAN, Donald Trump place malgré lui la France et l'Europe devant leurs responsabilités : renforcer la coopération plutôt que la compétition économique et le militarisme !

L'Europe et la France doivent en tirer toutes les conséquences et construire une stratégie commune au plan européen au service d'une diplomatie et d'une défense basées sur le multilatéralisme et indépendantes de l'OTAN. Pas question de céder aux injonctions de Donal Trump et d'augmenter les budgets militaires pour financer le complexe militaro industriel américain. Retrouver notre souveraineté nécessite de restaurer et de protéger notre industrie. Pas question non plus que de l'argent public aille enrichir, comme aujourd'hui, les actionnaires. Alors que les cours en bourse des industries de l'armement s'envolent, les licenciements et l'austérité salariale continuent pour les travailleuses et les travailleurs. La CGT porte l'exigence d'un pôle public de défense et la nationalisation des industries stratégiques. Cela commence par Atos, entreprise stratégique en cours de dépeçage, et par Vancorex dont la fermeture menacerait 5000 emplois et notre approvisionnement stratégique pour la filière nucléaire civile et militaire.

La CGT alerte solennellement le patronat et le gouvernement français. Pas question que la situation internationale ne soit instrumentalisée pour imposer l'austérité, les coupes dans les services publics et la remise en cause des droits et des libertés notamment syndicales. Nos services publics sont les piliers indispensables de la cohésion de nos sociétés. Nous mobiliserons les salariés pour les défendre, de même que l'industrie. Le danger historique que fait peser sur nos sociétés l'internationale d'extrême droite en cours de constitution est d'abord démocratique, pas militaire. Pour y répondre il faut

- Sortir médias et réseaux sociaux de l'emprise des milliardaires d'extrême droite et des ingérences étrangères et protéger réellement la liberté de la presse. Il y a urgence à construire au plan européen une stratégie pour sortir de l'addiction aux GAFAM et maitriser l'intelligence artificielle.

- Un grand plan d'investissement dans la recherche, l'éducation et la culture pour lutter contre le monde de post vérité et le révisionnisme que veut nous imposer l'extrême droite.

- Une redistribution des richesses pour faire progresser la justice en faveur de celles et ceux qui les produisent, principalement en augmentant les salaires et pensions et en abrogeant la réforme des retraites. Les fractures qui minent notre société font le lit de l'extrême droite, faire progresser les conditions de vie des salarié.e.s est la meilleure manière de faire reculer l'extrême droite.

- Mettre fin aux contraintes budgétaires du pacte de stabilité européen et permettre aux Etats de réaliser les investissements colossaux nécessaires à nos services publics, nos infrastructures et à la transformation environnementale sans dépendre des marchés grâce à des financements directs de la banque centrale européenne.

- Construire une Europe de la coopération en lieu et place de l'Europe de la concurrence qui mette fin au dumping fiscal, social et environnemental en son sein et au plan mondial.

La CGT développera des initiatives en faveur de la Paix, en travaillant notamment avec la Confédération Européenne des Syndicats et la Confédération Syndicale Internationale à la construction d'un 1er mai très fort, qui place partout au cœur de ses luttes la Paix, la solidarité internationale et le progrès social et environnemental. La CGT donne d'ores et déjà rendez-vous avec les retraités le 20 mars pour la sécurité sociale, le droit à la retraite et la revalorisation des pensions ainsi que le 22 mars pour se mobiliser contre le racisme et la xénophobie avec des manifestations partout en France.

Montreuil, le 10 mars 2025

Plan de Formation de l'UD CGT 07 pour l'année 2025

PLAN DE FORMATION 2025 Union Départementale Ardèche			LEGENDE: Être acteur toute sa vie / Outiller au mandat / Outiller à la responsabilité	
Libellé	**Lieu**	**Durée**	**Dates**	**Legende**
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	La Voulte	1 jour	6 novembre	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Le Cheylard	1 jour	10 juin	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Le Teil	1 jour	25 février et 7 octobre	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	UD Privas	1 jour	19 juin	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Tournon	1 jour	18 avril	
Participer à la vie de la CGT mod.3 2024 (1er niveau)	UD Privas	3 jours	17 au 19 février	
Participer à la vie de la CGT mod.1 (1er niveau)	UD Privas	3 jours	19 au 21 Mars	
Participer à la vie de la CGT mod.2 (1er niveau)	UD Privas	2 jours	12 au 13 juin	
Participer à la vie de la CGT mod.3 (1er niveau)	UD Privas	3 jours	15 au 17 octobre	
Développer la démarche CGT mod.1 (2ème Niveau)	UD Privas	5 jours	24 au 28 novembre	
Développer la démarche CGT mod.2 (2ème Niveau)	UD Privas	5 jours	19 au 23 janvier 2026	
FORMATIONS PRUDIS - Conseiller.es Prud'Hommes				
Journée préparatoire AG CPH Aubenas janvier 2026	UL Aubenas	1 jour	octobre-novembre-décembre	
Formation BCO	UD Privas	5 jours	10 au 14 mars	
FORMATIONS DLAJ				
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		avril	
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		juin	
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		octobre	
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		décembre	
Conseiller du salarié (présentation du mandat)	UD Privas	1 jour	29 avril	
Conseiller du salarié (prise de mandat)	UD Privas	3 jours	du 3 au 5 septembre	
FORMATIONS SPECIFIQUES UNION DEPARTEMENTALE				
Collectif de direction (CE UD Ardèche)	A définir	3 jours	29 septembre au 1er octobre	
COGITIEL	Privas	2 jours	17 au 18 mars / 17 au 18 novembre	
Eco-CSE	Privas	5 jours	3 au 7 mars	
Santé, Sécurité et Conditions de Travail	Privas	5 jours	31 mars au 4 avril	
Combattre syndicalement les idées d'extrême-droite	Privas	2 jours	2 au 3 juin	
Agir contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS)	Privas	3 jours	21 au 23 mai	
Formation avec les Instituts du Travail				
Mobiliser le code du travail (avec l'institut de formation syndicale de Lyon)	Privas	3 jours	1 au 3 décembre	
JOURNEES CARSAT				
Accident de Travail / Maladies Professionnelles	Privas	2 jours	A determiner	
RPS (Risques psycho-sociaux) TMS	Privas	2 jours	5 au 6 juin	
*** NOUVEAUTES * FORMATIONS EN DIRECTION DES RETRAITé-es et PRE-RETRAITé-es**				
Découvrir le syndicalisme retraité	Privas	1 jour	25 au 26 mars	
Union Locale d'AUBENAS				
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Aubenas	1 jour	7 février	
Comprendre sa fiche de salaire	Aubenas	1 jour	4 avril	
Comprendre sa fiche de salaire	Aubenas	1 jour	10 octobre	
Union Locale d'ANNONAY				
CoGiTiel	Annonay	2 jours	27 et 28 janvier	
Formation de formateurs	Annonay	5 jours	17 au 21 février	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Annonay	1 jour	19 mars	
NAO, gérer un conflit et rédiger un tract	Annonay	3 jours	26 au 29 mars	
Eco CSE	Annonay	5 jours	14 au 18 avril	
Défenseur, Conseillers du salarié	Annonay	5 jours	19 au 23 mai	
SSCT	Annonay	5 jours	2 au 6 juin	
Délégué Syndical	Annonay	3 jours	16 au 18 juin	
ECO-CSE	Annonay	5 jours	6 au 10 octobre	
Fiche de paie	Annonay	2 jours	14 et 15 octobre	
Développer la démarche CGT	Annonay	5 jours	3 au 7 novembre	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Annonay	1jour	12 novembre	
SSCT	Annonay	5 jours	17 au 21 novembre	
Retraites du Privé	Annonay	3 jours	26 au 28 novembre	
Participer à la vie de la CGT	Annonay	5 jours	1er au 5 ???	
RPS (Risques psycho-sociaux) CARSAT	Annonay	2 jours	date à définir	
Référent harcelement	Annonay	1 jour	date à définir	
USDSAS (Union Syndicale Départementale de la Santé et de l'Action Sociale)				
CSE - Comité Social d'Etablissement	Privas	5 jours	du 19 au 21 février et du 2 au 3 avril	
Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT)	Privas	5 jours	du 30 septembre au 2 octobre et du 4 au 5 novembre	
Conseil Médical		3 jours	date à définir	
Journée d'étude				
Module formateur "S'impliquer dans la CGT"		1 jour	date à définir	
Conseillers du salarié		1 jour	date à définir	
CSDSP (Coordination Syndicale Départementale des Services Publics)				
Bulletin de salaire		1 jour	date à définir	
Différents contrats de la Fonction Publique		1 jour	date à définir	
Comité médical		2 jours	date à définir	
Statuts Fonction Publique		*5 jours*	date à définir	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)		1 jour	date à définir	

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/